

Agents des plates-formes une mobilisation forte et unitaire pour faire reculer la DG Toutes et tous en grève à partir du 28 janvier 2019

Le contexte national

2019 est une année charnière pour l'avenir de la DGFIP. De nombreuses et importantes réformes sont en train de se mettre en place.

PAS : une réforme pour l'essentiel devant nous

L'essentiel de cette réforme est à venir. Le besoin d'informations des usagers sera immense au moment où ils recevront les premiers bulletins amputés de l'impôt. La prochaine campagne IR promet également d'être particulièrement dense. Il faudra que nous absorbions les questions relatives aux revenus exceptionnels, à la non prise en compte des travaux immobiliers et à l'option pour renoncer à la Flat Tax. Par la suite, lors de la campagne de sortie des rôles, le CIMR (l'autre usine à gaz de Bercy) promet d'être particulièrement difficile à expliquer. A la DIS, la période de sollicitations extrêmes s'étalera au-delà des premiers mois de 2019 !!

La révision des missions : le prétexte au démantèlement de la DGFIP

Mais outre ce chantier, c'est la DGFIP en tant que service public régalién qui est menacé. En effet, une vaste réflexion sur les missions est en cours.

L'objectif est d'aboutir à un ou deux sites par département regroupant les SIP et les SIE et au transfert de certaines missions au privé. En découleront des bouleversements dans les vies quotidiennes et familiales des agents et un éloignement toujours plus grand des populations les plus fragiles.

Des attaques sans précédent contre le statut de la Fonction Publique

Aujourd'hui, la DGFIP a créé un précédent en recourant à des contrats privés pour assurer une mission de service public. Elle envisage de continuer en faisant appel à des étudiants en fiscalité pour fournir un service gratuit, sans aucune rémunération.

L'expérimentation des agences nationales comptable ou de contrôle fiscal sont ni plus ni moins le moyen de supprimer des fonctionnaires. Bientôt la DG demandera qui préfère transformer son statut public en contrat privé. C'est ainsi que le gouvernement pourra valider son objectif de 50 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État avant la fin du quinquennat.

Le contexte local

Les plates-formes sont au cœur de la mission d'accueil de la DGFIP. Avec le développement du téléphone, du Tchat, et du courriel : elles sont devenues centrales. Le poids de leurs personnels en est renforcé.

Les plates-formes un ensemble de 750 emplois

Avec la mise en place du PAS, la DGFIP a unifié les missions et les organisations du travail des personnels des plates-formes. Évidemment, cela s'est fait sur un moins disant social. Les agents n'ont pas été formés comme ils devaient l'être. Nos collègues des CPS, qui ont parfois perdu de vue les missions fiscales, sont livrés à eux-mêmes, sans formation suffisante.

La DG ne porte les yeux que sur le taux d'efficacité des appels pris en charge au détriment des conditions de travail des agents. Jamais, elle ne se pose la question de savoir si les agents sont en mesure de répondre correctement aux attentes des usagers.

Les agents des plates-formes ont les mêmes outils, les mêmes missions et par conséquent les mêmes objectifs. C'est cet avenir commun, à en croire le DG et la SRP qui doit nous conduire à construire ensemble un rapport de force.

La mobilisation des CdC : la démonstration d'une DG aux abois

La menace du mouvement lancé pour le 2 janvier a porté ses fruits. Le DG a accordé des ACF Assistance Usagers aux CdC des DDFIP. Selon nous le compte n'y est toujours pas. Nos revendications ne sont pas que d'ordre salarial. Une chose est sûre, dans le contexte social actuel, la DG a voulu jouer la carte de l'apaisement. Nous sommes à la croisée de 3 moments : un contexte social tendu, la mise en place du PAS et des réflexions stratégiques quant à l'avenir de la DGFIP en tant qu'administration régaliennne : nous n'avons pas le droit de laisser passer cette occasion de porter haut notre voix.

La prime Darmanin : un enfumage en règle

Le ministre croit que sa prime de 200 € nous fera taire. Bien au contraire, elle nous permettra de nous mobiliser encore plus fortement et dans la durée pour obtenir davantage.

Nos revendications

1/ La réunion d'États Généraux des plates-formes de la DGFIP avant la fin du premier trimestre et en tout état de cause avant la campagne IR. Il est plus que temps que la DG fasse connaître la gouvernance qu'elle souhaiterait mettre en place, et de clarifier les missions qu'elle entendrait conserver au sein des services d'accueil à distance.

La DG doit s'engager sur les structures, l'organisation du temps de travail (pause documentaire), le régime indemnitaire, l'avenir des emplois et des cadres A à l'horizon 2020. Stop à l'industrialisation des tâches.

2/ Nous défendons l'existence d'un service public d'accueil fiscal généraliste à compétence nationale au profit de tous les publics : particuliers, professionnels, collectivités, associations et les missions spécifiques exercées par la DIS.

3/ Nous revendiquons le rétablissement de l'accès à notre service jusqu'à 22 heures et le samedi afin d'être plus facilement accessibles à tous les usagers.

4/ Nous exigeons le respect du règlement intérieur de la DIS notamment quant à la diffusion des plannings et que soit rétablie la conférence usagers.

5/ Nous demandons la garantie du régime indemnitaire et une revalorisation salariale substantielle qui doit prendre la forme d'un accroissement du nombre d'ACF Technicité pour reconnaître l'effort accompli par les agents de la DIS depuis maintenant deux ans dans la mise en place du PAS. Ces compétences acquises sont utiles à tous les publics et aux autres services de la DGFIP.

6/ Des engagements sérieux sur le fonctionnement opérationnel des applications informatiques.

7/ Une formation professionnelle en présentiel adaptée aux besoins. Stop aux e-formations.

Forts de créer un dialogue social constructif, nous avons porté à la connaissance de la DIS et de la SRP tous ces points à maintes reprises. Jamais nous avons obtenu ne serait-ce qu'un début de réponse ou de prise en compte.

Mobilisés, nous ferons reculer la DG sur ces projets mortifères pour la DGFIP

Assez de mépris, pour une réelle reconnaissance des agents des plates-formes, de leur travail et de leurs compétences

Toutes et tous en grève à partir du 28 janvier 2019